

UN COLLECTIF DE SOUTIEN À LA PALESTINE A RENNES

Cet été l'offensive israélienne sur Gaza a recommencée, nouvel épisode d'une guerre qui dure depuis 60 ans. A Rennes nous avons su, avec plusieurs organisations politiques ou associatives, être réactif et descendre dans la rue régulièrement pour crier notre indignation et notre soutien à la résistance palestinienne.

Depuis la rentrée un cadre collectif a vu le jour sur Rennes pour se coordonner et proposer des actions, des manifestations, des débats. Il regroupe à l'heure actuelle des associations (AFPS, des militants BDS, collectif antifa...), des partis politiques (NPA, PCF, PG, Ensemble, Brezihistance) et des syndicats (SLB, Sud Etudiant). Nous avons réussi à affirmer une présence militante le vendredi 24 octobre pour soutenir Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais en prison depuis 30 ans en France, libérable depuis 2003, et qui reste en prison parce que les gouvernements français successifs (dernièrement Valls), à la botte des USA et d'Israël, refuse de le libérer tant qu'il ne reniera pas son engagement communiste révolutionnaire.

Ce collectif va dans les jours prochains tenter de faire une action à destination de Véolia, groupe français, implanté à Rennes, et qui, dans les territoires occupés palestiniens et en Israël même, organise la ségrégation, l'apartheid et l'occupation à travers ses tramways.

Au delà des quelques divergences que l'on peut avoir entre nous sur la qualification de l'État israélien ou sur les modalités de luttes aujourd'hui en France, il est grand temps qu'une véritable campagne BDS voit le jour à Rennes. A l'heure où Israël entame une nouvelle série de colonisation et de destruction de maison à Jérusalem Est, le NPA souhaite construire ce collectif et y contribuera le plus possible avec les organisations ou les individus qui le veulent.

CALENDRIER :

STOP TAFTA:

Réunion publique le
18/11 à 20h30 Salle de la Cité

**Collectif 3A Alternative à
l'Austérité (voir p4):
Manifestation Nationale
le 15/11 à Paris**

Retour sur la crise au Moyen-Orient

En préambule il convient de rappeler que le Moyen-Orient n'est pas uniforme. Ce terme recouvre des réalités géographiques et historiques très diverses. Malgré cela il existe certaines références communes: l'emploi d'une langue commune dans les médias transnationaux du monde arabe, la défense de la cause palestinienne.

Au début du XXème siècle, le Moyen-Orient a été marqué et modelé par les puissances impérialistes occidentales: à la suite des accords de Sykes-Picot de 1916 la France et la Grande-Bretagne s'installent durablement dans la zone. Les britanniques dominent Chypre, la Palestine et l'Irak alors que la France s'octroie la Syrie et le Liban. En 1938, la découverte de gisements de pétrole en Arabie Saoudite pousse les américains à s'y installer, un pacte de protection militaire est signé entre les deux nations.

Le Moyen-Orient est donc un terrain de jeu des impérialismes occidentaux depuis un certain temps. Au cours des vingt dernières années, l'Irak a subi deux interventions militaires occidentales (opération Tempête du désert en janvier 1991 et renversement du régime de Saddam Hussein en 2003) qui avaient évidemment comme but de « rétablir la démocratie » et de « libérer les populations »... Le pays s'est effondré, laissant le champ libre à des groupes militarisés djihadistes et salafistes et à des potentats locaux soutenus par l'armée occupante. Le nouveau gouvernement irakien est largement corrompu et son autorité s'arrête aux limites de Bagdad. De même, la dynastie Al-Assad au pouvoir en Syrie depuis 1970 n'a pu se maintenir sans soutien occidental. Rappelons que Bachar Al-Assad était l'invité d'honneur du président français Sarkozy lors du défilé militaire du 14 juillet 2008 avant qu'il ne redevienne infréquentable.

Les populations locales sont donc coincés entre, d'un côté, une contre-révolution conservatrice radicale menée par des groupes militarisés djihadistes et salafistes (soutenus par la CIA dans les années 80), et de l'autre, par les impérialistes occidentaux qui souhaitent maintenir leur influence dans la région et préserver Israël. L'Etat Islamique d'Irak et du Levant, groupe créé en 2006, focalise actuellement l'attention des gouvernements occidentaux qui le considère comme une menace pour la stabilité de la région. Ce dernier a conquis les villes de Mossoul (Irak) et Raqqa (Syrie) pour en faire ses deux bastions, imposant ainsi peu à peu son leadership sur la mouvance islamiste radicale au détriment d'Al-Quaïda. Sur place les forces de gauche sont rares, elles ont souffert notamment de la fin de l'aide soviétique au début des années 90. Mais les résistances locales ne sont pas inexistantes : le peuple kurde et quelques bataillons de l'Armée Syrienne Libre luttent pied à pied contre les islamistes qui avancent vers Kobané.

Cette lutte pour Kobané n'est pas seulement stratégique et militaire mais aussi politique. En effet depuis 2012 la province du nord de la Syrie tente **une expérience populaire et démocratique : la charte de Rojava**. Celle-ci garantit l'égalité homme-femme, des élections au suffrage universel, le non-cumul des mandats, la séparation totale entre les religions et les structures étatiques... C'est pourquoi EI tient tellement à faire tomber Kobané, cette politique va à l'encontre de toutes les idées portées par l'islamisme radical. La Turquie et les Etats-Unis ne soutiennent que modérément le peuple en arme et en lutte. L'AKP et le gouvernement Erdogan ne souhaitent pas la constitution d'un Kurdistan fort, autonome et victorieux de Daesh. Le sort des peuples kurde et syrien sont intimement liés. Des discussions commencent à s'établir entre les différentes factions syriennes en lutte contre Bachar Al-Assad pour établir un programme non confessionnel et démocratique. La recomposition des forces en présence est en cours et le processus révolutionnaire ne s'arrête pas.

Cette rapide mise au point forcément limitée ne doit pas faire oublier les mots d'ordres que doivent porter les militants communistes révolutionnaires : soutien au peuple kurde en lutte, refus de l'intervention des puissances impérialistes et de la contre-révolution conservatrice islamiste.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

<http://www.anticapitaliste-35.org>

Le viol : le capitalisme part en live

omniprésentes, étalées en petites tenues sur les murs et les écrans... Les d'jeunes doivent être cools et habillées court ... Tout un monde de désir présent et pesant sur les hommes et les femmes... Comment t'es pas pour, t'es ringard ! T'as pas la mode, t'es pas style, t'es pas dans le monde libéralisé et mondialisé des riches ...

Une fille qui se fait belle, c'est forcément pour plaire, pour allumer. Pour moi. Et comment je fais si elle ne veut pas, si je n'arrive pas à la faire avaler, à lui prendre son cul ? Les conseillers conjugaux racontent qu'ils ont aujourd'hui les mêmes débats de couples en crise avec la sodomie qu'il y a 10 ans avec la fellation: les femmes hésitent, ont peur, refusent ... Cela heurte leur sensibilité... Le sexe dur, le sexe bestial, l'érotisme violent c'est pas leur truc ... Elles veulent de la douceur, de l'amour et de la tendresse ...

Alors quoi, moi le mâle aux couilles pleines, au sexe dressé, je veux faire ce que je raconte à mes potes au boulot, je veux faire comme dans le film porno que je télécharge en cachette, dans la revue que je mate dans les toilettes ... Je veux être comme les autres mâles : dominant !

Alors si elle ne veut pas : je l'oblige, elle se rebelle, je frappe ... Elle persiste, je viole ... et quand je n'ai pas la poupée Barbie des films ou des pubs car je suis gros, moche, prolo ou vieux ou noir ou arabe, pauvres parmi les pauvres, rejeté dans les marges ... je la prends dans la rue, elle est offerte, elle est à moi ... Violeur assumé par l'exemple d'en haut ... Comment je n'ai pas compris, il faut pas ? Mais alors les autres ?

Alors l'injonction, il faut la briser, il faut la combattre. Non, le sexe n'est pas codifié, y'a pas de modèle, y'a pas d'obligation sociale, y'a pas de frime... c'est le plaisir de l'un et de l'autre, c'est une recherche du plaisir partagé et tant pis si tout n'y est pas, pourvu que l'Amour et le respect y soient !

**Pour prendre contact
avec le NPA à Rennes
npa.rennes@anticapitaliste-35.org**

L'injonction d'une sexualité assouvie traîne dans tous les téléfilms, films ... Le porno est partout et envahit même l'espace public... L'érotisme est vécu comme normal et épanouissant... Les belles filles

Dialogues

- ◆ Voilà une interprétation possible, qui représente une part des violeurs mais pas tous. Cela ne suffit pas à expliquer leur comportement : la différence entre le fantasme et le passage à l'acte. Sans doute beaucoup d'hommes (tous?) ont des désirs inassouvis et certains respectent l'autre, tandis qu'un nombre croissant considère l'autre comme un objet utilisable et jetable ou bien, sans aller jusque-là, à un moment donné basculent de l'autre côté d'une frontière dont il est difficile de tracer la limite.
- ◆ L'interprétation liée au capitalisme est tout à fait sensée. Mais ne suffit pas à faire sens : tous les violeurs ne sont pas des idiots. Et tous ne sont pas nihilistes. Le violeur est parfois sa propre victime aussi. L'incertitude et l'incompréhension subsistent : certes la société capitaliste contribue à entraîner/déclencher ces comportements mais faut-il un monde où le sexe serait tabou ? On ne fait plus la différence entre vendre des images qui deviennent une injonction et laisser les gens libres de s'exprimer ou de ne pas le faire, d'être curieux ou non. Les images de pin-ups en devanture des kiosques de journaux, les pubs sexistes à la tv... sont autant d'incitation; mais pourquoi certains y cèdent, et d'autres pas? Pourquoi à un moment donné certains sont capables de dire "non, je ne suis pas d'accord" et d'autres adhèrent ou bien décident d'enfiler des œillères?
- ◆ Certes le viol existe depuis que l'homme existe. Mais cela ne suffit pas à dire qu'il n'est que nature. Les sociétés modernes ont réussi à éradiquer le meurtre (on est très loin de ce qui se passait il y a encore 20 ans ...) mais le crime de viol augmente : l'explication par la nature ne satisfait pas. Il y a aussi la démission et la provocation des images et des injonctions ... Que certains résistent et d'autres passent à l'acte renvoie au contrôle de soi donc à l'éducation et au contrôle social lié aux règles, interdits ... Il faut éduquer et pour cela il faut dire et faire ... l'impression est plutôt qu'on cache, banalise et ne fait rien.
- ◆ L'ambiance actuelle (peur, violence et violence sexuelle banalisées dans les médias et transformées en plaisir dans les jeux-vidéos et les films, images de la masculinité/féminité véhiculées, silence du gouvernement) jouent un rôle très important et contribuent largement au crime de viol. Il faut souligner que ce n'est pas la seule explication. L'idée d'éduquer et revoir les règles de société est un moyen mais : il y en a qui s'en foutent, qui choisissent de se fermer à l'éducation/aux règles sociales - pour de bonnes ou mauvaises raisons, c'est là que ça se complique ! Se fermer à l'ordre dominant parce qu'on le trouve injuste et opprimant, envers soi tout seul parce qu'on veut être le centre du monde ou envers tous les individus... Reste un possible.

Viols : le crime d'Etat ?

Personne n'ignore que fumer tue, qu'il ne faut pas boire ou conduire trop vite... Mais : un grand silence, voilà résumée l'attitude des élus, décideurs et autres gouvernants lorsqu'il s'agit du viol... Pourtant c'est le crime qui croît le plus, en France notamment. Quel rapprochement honteux entre des infractions, que le gouvernement pointe du doigt, et ce crime atroce où il reste silencieux

Chiffres

- 2006 : 9700 viols, 2008 : 10300, 2013 plus de 11 000... Enquête Inserm et Ined : 16% des femmes et 5% des hommes déclarent avoir subi un viol ou une tentative de viol au cours de leur vie... 1 jeune femme sur 10 de moins de 20 ans déclare avoir été agressée sexuellement au cours de sa vie.
- Entre 2010 et 2012, 83 000 femmes ont été victimes de viol ou tentative de

viol chaque année (0,5% des femmes). 83% d'entre elles connaissent leur agresseur.

• 11% des victimes seulement portent plainte, et 13% déposent une main courante. 2% des viols sont jugés ...

• Aux Etats-Unis, 1 étudiante sur 5 est violée au cours de sa scolarité, sur le campus, sans condamnation pour le violeur !

• De 250 000 à 500 000 femmes ont été violées pendant le génocide de 1994 au Rwanda, de 20 000 à 50 000 femmes ont été violées durant la guerre en Bosnie au début des années 1990.

• Pour 100 000 habitants, la moyenne mondiale est de 15% la France est au-dessus alors que le Canada ou le Japon ont des chiffres extrêmement bas ...

• Alors le Français serait violeur et violent et pas le Canadien ou le Japonais ?

Impunités ?

On a bien lu : 83% connaissent leur agresseur, le sentiment d'impunité est donc total ... Violenter n'est pas vécu comme un crime !

Si tous les hommes ne sont pas des violeurs, il est néanmoins vrai que le

viol est une arme pour terroriser les femmes et qu'elle peut être utilisée par des hommes de tous bords, il s'agit d'une réalité. Il faut faire le constat de violences sexistes quotidiennes, dans la rue et dans la vie privée, de la part d'inconnus comme de proches (à des échelles diverses et conscientes ou non, évidem-

ment).

D'ailleurs la honte en revient à l'agressée pas à l'agresseur, c'est elle (dans la plupart des cas, ce sont des femmes qui sont agressées sexuellement), qui hésite voire renonce à porter plainte ...

Se défendre ?

Mais n'est-il pas compréhensible qu'une femme qui a été violée souhaite rester anonyme ? Nous vivons dans un système patriarcal et sexiste. Donner son nom, montrer son visage pourrait avoir des conséquences graves et néfastes sur la vie privée, sur la vie professionnelle, sur la santé psychologique d'une personne qui est déjà traumatisée.

L'obtention, par la lutte, de la criminalisation du viol est

une victoire qui permet aux femmes qui ont été violées de porter plainte. Mais ce n'est pas une obligation à porter plainte que les féministes ont obtenu. Lorsque l'on a expérimenté la manière dont les victimes sont accueillies dans les commissariats, lorsque l'on se fait agresser régulièrement par les forces de l'ordre (en manif par exemple), lorsque l'on connaît les lenteurs et les dérives de la justice, les méandres de la procédure, le langage volontairement

abscon, voire le coût d'un procès... Il ne nous semble pas aberrant de ne pas avoir confiance dans ce système juridique, que nous critiquons et combattons. Les dispositifs d'accueil sensés être mis en place dans les commissariats et à l'hôpital ne le sont pas dans les faits. Les gouvernements promettent beaucoup dès qu'une affaire éclate mais ne développent pas les infrastructures nécessaires, personnels et lieux adaptés manquent.

Revendiquer !

L'espace public rennais n'est pas exempt de violences faites aux femmes : viols et agressions ont lieu régulièrement. Les marches de nuit, les combats des femmes sont une saine réaction que nous soutenons... Mais cela ne saurait suffire !

1 Que les chiffres sortent: pas de publications régulières des statistiques, pas d'information sur les violences, pas ou peu de sensibilisation de la part des divers pouvoirs publics sur ce thème. Il faut informer et dénoncer. Il faut que la municipalité s'empare de ce dossier. A notre connaissance le dernier numéro traitant des problèmes de violences aux femmes (et encore c'était sur la

jupe !) date de 2009, dans le Rennais ...

2 L'aide aux victimes, l'écoute, sont laissées à des associations ... Pas de prise en charge au niveau des services de Police ou de Justice. Il faut un service spécialisé d'accueil composé de juristes, policiers, psychologues, formés sur ces questions. Dans des locaux adaptés et connus. Il faut un site et un numéro de téléphone permanent pour prendre en charge les personnes. Et surtout tout cela doit être public, largement diffusé ...

3 L'accueil et l'hébergement est aussi laissé à des associations certes reconnues et subventionnées mais loin d'avoir les moyens suffisants. Il faut une vraie campagne de sensibilisation et d'information dans les

lieux publics, les établissements scolaires et universitaires, les mairies ... les médias doivent prendre leur part.

4 Il faut surtout une relance du combat pour les droits des femmes, le regroupement des initiatives existantes, l'implication des partis, syndicats et associations dans un combat commun contre les violences faites aux femmes.

Le NPA défendra ces positions et invite toutes les organisations, toutes celles et tous ceux qui sont conscient(e)s de la nécessité de bouger et d'agir, à prendre des initiatives en commun sans exclusivité mais sans compromission !

Construisons «l'Alternative À l'Austérité» TOUS A PARIS, LE 15 NOVEMBRE

Le Collectif Alternative A l'Austérité (AAA), constitué de forces syndicales, associatives et politiques, appelle à manifester dans toute la France le **samedi 15 novembre 2014**.

Ce collectif est issu du rassemblement constitué à l'occasion de la manifestation du 12 avril 2014, à l'appel de plusieurs structures syndicales de la CGT, de l'Union syndicale Solidaires, de la FSU, d'associations (DAL, associations de chômeurs, féministes...), de forces politiques (PCF, PG, Ensemble, NPA, Alternative libertaire...).

L'appel au 12 avril avait promis des « suites », qui ont d'abord pris la forme d'une rencontre nationale le 21 juin 2014 où ont été débattues les raisons de s'engager, la diversité des formes de cet engagement, et l'ébauche de propositions communes contre l'austérité. La perspective d'une action à l'automne face aux choix budgétaires du gouvernement était évoquée.

A la suite de plusieurs réunions en septembre 2014, le collectif du 12 avril a pris le nom de Collectif Alternative à l'austérité (Collectif AAA ou 3A), a poursuivi son travail d'échanges sur des propositions alternatives et lance un **appel (lire ci dessous) à manifester le 15 novembre**.

Le comité rennais du NPA s'inscrit volontiers dans cette dynamique unitaire et d'ores et déjà propose l'organisation d'un départ collectif en autocar pour la manifestation de Paris. (s'inscrire par npa.rennes@anticapitaliste-35.

Comment conciliez-vous le respect des lois de la République et ces actions ?

■ Vous voulez parler d'actes de "désobéissance civile" ? Monsieur le maire a assumé. Pour moi même si je respecte le rappel à la loi de Monsieur le Préfet (ndlr, le Préfet a écrit au maire pour lui rappeler que le parrainage de familles en situation irrégulière entre « dans le champ de l'aide à l'entrée et au séjour de personnes en situation irrégulière »), parfois la "désobéissance civile" s'impose car derrière les chiffres, il y a des hommes, des femmes et des enfants qui partagent les écoles de nos concitoyens, et qui ont fait leur vie à Rennes.

D'autant plus que, pour beaucoup, un retour dans leur pays d'origine serait synonyme d'emprisonnement, de danger pour leur vie. Les enfants, par ailleurs, ne connaissent pas ce pays, n'en parlent pas la langue. Leur vie est manifestement ici.

Extrait de l'entretien de Me Chapelaine conseillère municipale PS et adjointe au maire.

Des propos qu'il est bon de rappeler à l'heure où la municipalité de Rennes élargie au front de Gauche (PC, Ensemble 35) et à EELV, chasse les sans pap' des squats, et fait procès sur procès ... Des propos qui datent seulement de 2008 quand Sarkozy chassait, lui-aussi les sans pap'... Mais aujourd'hui au gouvernement, Appéré et sa bande ont changé de méthodes

La coupe est pleine ! Le pays s'enfonce dans la crise avec son cortège de misère, de chômage, de précarité, de violentes divisions. Depuis des années la droite et, depuis 2012, François Hollande, les gouvernements Ayraut et Valls poursuivent le même but dans le cadre des traités européens et en accord avec les dirigeants de l'Europe libérale : austérité, compétitivité par la baisse du coût du travail, reculs sociaux, coupes claires dans les dépenses publiques. Ces politiques ont échoué partout comme elles échouent en France : elles nourrissent la crise, creusent tout à la fois les inégalités et les déficits.

Dans son immense majorité le peuple rejette cette politique imposée sans débat et avec autoritarisme. Cette situation crée une grave crise

Mettre un coup d'arrêt aux politiques en cours, imposer d'autres choix, cela ne peut se politique dont la droite et l'extrême-droite porteuses, de graves projets de régression, tentent de tirer profit.

Il est temps d'arrêter cet engrenage. Il faut dire non à la loi de finances 2015 présentée par Manuel Valls qui, pour satisfaire les cadeaux faits au CAC 40, dans le cadre du pacte de responsabilité, coupe massivement dans les dépenses publiques. Il se traduirait par le recul des services publics et de ses missions, un étranglement financier des collectivités locales et de leur capacité d'investir. Il faut aussi empêcher les reculs budgétaires de la protection sociale qui remettent en cause les acquis pour la santé, la retraite, la famille, les chômeurs.

D'autres choix sont pourtant possibles. Nous ne sommes pas condamnés à l'austérité permanente et à l'insécurité sociale. Il faut mettre



en œuvre une politique qui parte des besoins sociaux, s'attaque aux inégalités. Une réforme fiscale d'ampleur permettrait une redistribution des richesses et une relance des investissements productifs au bénéfice de la grande masse de la population, s'inscrivant dans la transition écologique.

Il faut redonner du pouvoir d'achat, augmenter les salaires, créer des emplois. Il faut s'attaquer au capital, à la finance, à la rente des actionnaires qui est supportée par les salarié-es, les chômeurs, les précaires, les retraités et la jeunesse.

Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour cette alternative sociale et politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques que nous voulons rassembler. Faire sans la mobilisation des salarié-es, sans l'intervention citoyenne.

Pour dire non au budget d'austérité du gouvernement VALLS et appeler à ce qu'il soit rejeté !

Pour dire non aux exigences du Medef !

Pour rassembler et construire une alternative à la politique actuelle !

Nous appelons à organiser des manifestations à Paris et dans les grandes villes de France